



**PROCES-VERBAL DE SEANCE DU CONSEIL
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
BASSEE MONTOIS
DU MARDI 16 DECEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le mardi 16 décembre à 18H00, le Conseil Communautaire dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la salle des fêtes de la Commune de SAINT SAUVEUR LES BRAY, sous la présidence de Monsieur DENORMANDIE Roger, le Président

Etaient présents à l'ouverture de la séance :

Présents :

Stéphanie BANOS, Jean-Pierre BOURLET, Luc CABOUSSIN, Pascal CAMUSET, André CAPMARTY, Alain CARRASCO, Gérard CARRASCO, Brice CHANTRE, Jean-Luc CHAPLOT, Jean-Pierre DELANNOY, Bruno DEMAEGDT, Roger DENORMANDIE, Régis DE RYCK, Jean-Paul FENOT, Francis FLAMEY, Michel FORGET, Didier FRAPPAT, Jean-Claude GAUTRY, Fabrice GENON, Charles GODRON, Laurence GUERINOT, Stéphane GYARMATHY, Gérard JAMBUT, Xavier LAMOTTE, Christine LEMORE, Julien MASSET, Dominique MIRVAULT, Thierry MONDO, Joël PACHOT, Anastasia PODOROJNIY, Daniel RAY, Corinne RIOTTE, Serge ROSSIERE-ROLLIN, Véronique SAMSON, Evelyne SIVANNE, Christophe VERBRUGGE, Laure VERRIER, Nadine VILLIERS

Représentés :

Jean-Louis CHAIGNEAU donne pouvoir à Fabrice GENON,
Nadine DELATTRE donne pouvoir à Véronique SAMSON,
Didier FENOUILLET donne pouvoir à Anastasia PODOROJNIY,
Geneviève JACSONT donne pouvoir à Alain CARRASCO,
Sandrine SOSINSKI donne pouvoir à Charles GODRON

CHAIANEAU Francis remplace CHARLES Sabine,
FORET Sylvie remplace CHAUVIN Marc,
LUCQUIN Gilles remplace POULAIN Michel

Absents :

Raphaël BEAULIEU, Florence BENOIT, Jean-Claude BORZUCKI, Martine FLON, Agnès GRANERO, Emric HERMANS, Julie LEFEBVRE, Cédric LESAGE, Carine LETERRIER, Yannick MAURY, Patricia MOREAU, Jean-Claude POTAGE, Gisèle RICHARD, Georges SOUCHAL

Nombre de délégués en exercice : 60
Nombre de présents : 38
Représentés : 8
Nombre de votants : 46
Absents : 14
Date de convocation : 10 décembre 2025

Le quorum étant atteint, le conseil communautaire peut valablement délibérer. La séance est ouverte avec la désignation, **à l'unanimité**, du secrétaire de séance en la personne de Madame Laurence GUERINOT.

1 – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE SEANCE DU 20 NOVEMBRE 2025

En l'absence de remarques, le procès-verbal de la séance de Conseil communautaire du 20 novembre 2025 est adopté **à l'unanimité**.

2- DELIBERATIONS

Le Président annonce douze délibérations à l'ordre du jour :

2.1 Délibération n° D-2025-6-1

Régie de recettes du passeport été – Abrogation et clôture

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté préfectoral 2020/DCRL/BLI/n°12 en date du 6 février 2020 fixant les statuts actuels de la Communauté de Communes et lui conférant compétence en matière d'organisation de séjours vacances, d'études et d'activités à destination des jeunes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2-13-01-14 en date du 7 janvier 2014 portant création de la régie de recettes des activités et séjours jeunes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°10-07-02-20 du 25 Février 2020 changeant la dénomination de la régie de recettes des activités et séjours jeunes à « régie de recettes du Passeport été » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°D-2023-6-14 en date du 12 décembre 2023 portant acte modificatif sur la régie de recettes du passeport été ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 10 décembre 2025 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, **à l'unanimité** :

Article 1 : Les délibérations du Conseil Communautaire n°2-13-01-14 du 7 janvier 2014, n°10-07-02-20 du 25 Février 2020 et n°D-2023-6-14 du 12 décembre 2023 sont abrogées à compter du caractère exécutoire de la présente délibération ;

Article 2 : Le régisseur remettra au comptable public assignataire la totalité des recettes encaissés, le fond de caisse, ainsi que tous ses documents, valeurs et stocks.

La présente délibération sera transmise à la Préfecture, à Madame le Comptable public assignataire, au régisseur titulaire et aux mandataires suppléants.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur le Président laisse la parole à Virginie CLAUDÉ-MORIZE, DGS, pour la présentation des 6 premiers points de la séance. Elle indique qu'ils sont consécutifs à l'acquisition par la Communauté de communes Bassée-Montois d'un logiciel métier qui

permettra aux familles de faire les inscriptions et paiements en ligne via une plateforme dédiée. Cela nécessite des adaptations et évolutions dans notre mode de fonctionnement dont il est présenté en séance.

2.2 Délibération n° D-2025-6-2

Régie de recettes des séjours de vacances - Abrogation et clôture

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté préfectoral 2020/DCRL/BLI/n°12 en date du 6 février 2020 fixant les statuts actuels de la Communauté de Communes et lui conférant compétence en matière d'organisation de séjours vacances, d'études et d'activités à destination des jeunes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2-11-01-14 en date du 7 janvier 2014 portant création d'une régie de recettes activités et séjours jeunes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°10-08-02-20 en date du 25 février 2020 changeant la dénomination de la régie de recettes « camps et centres été » en régie de recettes « séjours de vacances » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°D-2023-6-15 en date du 12 décembre 2023 portant acte modificatif sur la régie de recettes des séjours de vacances ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 10 décembre 2025 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, **à l'unanimité** :

Article 1 : Les délibérations du Conseil Communautaire n°2-11-01-14 du 7 janvier 2014, n°10-08-02-20 du 25 Février 2020 et n°D-2023-6-15 du 12 décembre 2023 sont abrogées à compter du caractère exécutoire de la présente délibération ;

Article 2 : Le régisseur remettra au comptable public assignataire la totalité des recettes encaissés, le fond de caisse, ainsi que tous ses documents, valeurs et stocks.

La présente délibération sera transmise à la Préfecture, à Madame le Comptable public assignataire, au régisseur titulaire et aux mandataires suppléants.

Pour : 46

Contre : 0


Abstention : 0

2.3 Délibération n° D-2025-6-3

Régie de recettes des mini-stages- Acte modificatif

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des



gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté préfectoral 2020/DCRL/BLI/n°12 en date du 6 février 2020 fixant les statuts actuels de la Communauté de Communes et lui conférant compétence en matière d'organisation de séjours vacances, d'études et d'activités à destination des jeunes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2-08-01-14 en date du 7 janvier 2014 portant création de la régie de recettes relative aux mini-stages ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°10-06-04-15 du 09 Avril 2015 portant modification de la régie de recettes relative aux mini-stages ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°10-09-02-20 du 25 février 2020 portant modification de la régie de recettes des mini-stages ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°D-2023-6-16 du 12 décembre 2023 portant modification de la régie de recettes des mini-stages ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les dispositions afférentes à la régie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 10 décembre 2025 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, **à l'unanimité** :

Article 1 : La délibération du Conseil Communautaire n°D-2023-6-16 du 12 décembre 2023 est abrogée à compter du caractère exécutoire de la délibération et remplacée par les articles suivants :

Article 2 : A compter du caractère exécutoire de la délibération, une régie de recettes est instituée de manière permanente auprès du Pôle Jeunesse, sports et équipements de la Communauté de communes Bassée-Montois, dénommée « Activité jeunesse et sport »

Article 3 : Cette régie est installée 80, rue de la Fontaine – 77 480 BRAY-SUR-SEINE

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'inscription aux mini-stages
- droits d'inscription aux stages d'été
- droits d'inscription aux séjours de vacances
- les remboursements des frais médicaux
- droits d'inscription aux activités jeunesse et sport organisées par la Communauté de communes Bassée-Montois

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 ci-dessus sont encaissées selon les modes de recouvrement suivant :

- En numéraire
- Chèques bancaires, postaux ou assimilés
- Carte bancaire
- Virement bancaire
- Bons CAF/Aide aux vacances enfants
- Titres payables sur internet



Elles sont perçues contre remise à l'usager :

- Quittance P1RZ ou reçu

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Seine-et-Marne.

Article 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 50 € est mis à disposition du régisseur.

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 euros.

Article 9 : Le régisseur est tenu de verser à la caisse du comptable public assignataire le montant de l'encaisse accompagné des justificatifs dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois, accompagné de la totalité des justificatifs des opérations de recettes.

Article 10 : Le régisseur percevra une indemnité de manquement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera transmise à la Préfecture, à Madame le Comptable public assignataire, au régisseur titulaire et aux mandataires suppléants.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

2.4 Délibération n° D-2025-6-4

Convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales (Payfip)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu le projet de convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales (Payfip) ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire en date du 9 décembre 2025 ;

Considérant que les entités publiques doivent mettre à disposition de leurs usagers, une solution de paiement en ligne permettant le règlement de leurs dettes ; que le respect de cette obligation passe par l'adoption d'une solution de paiement à distance ;

Considérant que la Communauté de communes Bassée-Montois s'est dotée d'un logiciel métier qui permettra aux familles de faire les inscriptions et paiements en ligne via la plateforme dédiée ;

Considérant que la Direction Générale des finances Publiques (DGFIP) met à disposition l'outil « PAYFIP », permettant le règlement des créances à distance et présentant toutes les garanties de sécurité et d'efficacité ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, **à l'unanimité** :

- D'approuver la convention passée entre la Communauté de communes Bassée-Montois et la DGFiP,
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer cette convention et tout document nécessaire à sa bonne exécution,
- D'inscrire les crédits nécessaires dans le budget principal de la collectivité.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

2.5 Délibération n° D-2025-6-5

Activités jeunesse - Tarification été - Modification

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les statuts communautaires et la définition de l'intérêt communautaire qui confèrent à la Communauté de communes Bassée-Montois compétence pour organiser et gérer des actions d'animation et jeunesse durant les congés scolaires ;
Vu la délibération n°10-01-02-17 en date du 21 février 2017 portant tarification des passeports été ;
Vu la délibération n°10-12-02-20 en date du 25 février 2020 portant actualisation de la tarification des passeports été ;
Vu l'avis favorable de la Commission Jeunesse en date du 17 novembre 2025,
Vu l'avis favorable du bureau communautaire en date du 9 décembre 2025,

Considérant que la Communauté de communes Bassée-Montois s'est dotée d'un logiciel métier qui permettra aux familles de faire les inscriptions et paiements en ligne via la plateforme dédiée ;

Considérant que ces évolutions nécessitent une adaptation de la tarification des passeports été comme suit :

Tarification en vigueur	→ 40 euros pour un passeport de deux activités
Nouvelle tarification proposée	→ 20 euros pour une activité de stage été

Considérant qu'il convient, en parallèle, de changer la dénomination des passeports été en « stages été » ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, **à l'unanimité** :

- approuve la nouvelle dénomination de passeports été en « stages été » ;
- approuve la nouvelle tarification des stages été comme suit : 20 euros pour une activité de stage été ;
- donne tout pouvoir à Monsieur le Président ou son représentant pour faire application de la présente délibération.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

2.6 Délibération n° D-2025-6-6

Activités jeunesse - Règlement intérieur - Modification

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts communautaires et la définition de l'intérêt communautaire qui confèrent à la Communauté de communes Bassée-Montois compétence pour organiser et gérer des actions d'animation et jeunesse durant les congés scolaires ;
Vu la délibération n°D-2025-1-13 en date du 25 février 2025 portant approbation du règlement intérieur des activités jeunesse de la Communauté de communes Bassée-Montois ;
Vu le projet de règlement intérieur des activités jeunesse modifié,
Vu l'avis favorable de la Commission Jeunesse en date du 17 novembre 2025,
Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 9 décembre 2025,

Considérant qu'il revient au Conseil communautaire d'approuver ou modifier les règlements intérieurs des services communautaires ;
Considérant que le règlement intérieur pour l'organisation et le fonctionnement des activités jeunesse proposées aux familles pendant les congés scolaires a été approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 25 février 2025 ;
Considérant que depuis la Communauté de communes Bassée-Montois s'est dotée d'un logiciel métier qui permettra aux familles de faire les inscriptions et paiements en ligne via la plateforme dédiée ;
Considérant ces évolutions nécessitent une modification du règlement intérieur des activités jeunesse;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, **à l'unanimité** :

- approuve le règlement intérieur modifié des activités jeunesse organisées par la Communauté de communes Bassée-Montois ;
- donne tout pouvoir à Monsieur le Président ou son représentant pour faire application de la présente délibération.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

2.7 Délibération n° D-2025-6-7

Activités jeunesse – Mini-stages -Demande de remboursement

Vu la délibération n°10-06-04-15 en date du 9 avril 2015 créant une régie de recettes pour les droits d'inscription aux mini-stages,
Vu la délibération n°10-01-06-16 en date du 15 juin 2016 portant sur la tarification des mini-stages,
Vu la délibération n°10-09-02-20 en date du 25 février 2020 fixant les nouvelles dispositions de la régie de recettes, modifiée par la délibération n°D-2023-6-16 en date du 12 décembre 2023 portant modification de la régie de recettes,
Vu la demande reçue en date du 24 novembre 2025,
Vu l'avis favorable du bureau communautaire en date du 9 décembre 2025,

Considérant l'inscription d'un enfant au mini-stage "Escape-game" du 20 au 24 octobre 2025 à hauteur de 40€ et ayant été annulé ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- décide de rembourser à son émetteur le montant de 40€ correspondant au montant, paiement versé le 9 octobre 2025 au Trésor Public sous le n° G 3707495 du P1RZ.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

2.8 Délibération n° D-2025-6-8

Autorisation de recruter des agents contractuels ou saisonniers d'activité et effectuer des remplacements au titre de 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 9 décembre 2025 ;

Considérant que, pour assurer le bon fonctionnement et la continuité des services, le recrutement d'agents saisonniers ou contractuels est nécessaire au sein de la collectivité ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ; que ces contrats peuvent prendre effet avant le départ de l'agent à remplacer ; qu'ils peuvent également être renouvelé par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence de l'agent public territorial à remplacer ;

Considérant que les cas sont limitativement fixés par l'article L. 332-13 du code général de la fonction publique à savoir pour assurer le remplacement temporaire d'agents publics territoriaux (fonctionnaires et agents contractuels) sur emploi permanent autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales, d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois, d'un congé régulièrement accordé en application du code général de la fonction publique ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Considérant que l'appréciation portée sur chaque candidature est fondée sur :

- les compétences,
- les aptitudes,
- les qualifications et l'expérience professionnelles,
- le potentiel du/de la candidat.e,
- et la capacité du/de la candidat.e à exercer les missions dévolues à l'emploi à pourvoir.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide, **à l'unanimité** :

- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article L. 332-13 du code général de la fonction publique pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles sur emploi permanent ;

- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à recruter des agents contractuels de droit public à temps complet ou à temps non complet sur des emplois non permanents :
 - o Pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois conformément au Code Général de la Fonction publique ;
 - o Pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois conformément au Code Général de la Fonction publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les contrats de travail correspondants et tous documents relatifs à ces recrutements ;
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à fixer la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil ;
- Dit que les crédits correspondants seront à prévoir au budget primitif 2026.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

2.9 Délibération n° D-2025-6-9

Recours à un vacataire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire en date du 9 décembre 2025 ;

Considérant que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires ;

Considérant que pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public,
- rémunération attachée à l'acte.

Considérant la nécessité d'avoir recours à un vacataire pour, en fonction des besoins, effectuer des actions ponctuelles de conseil, de formation, d'information à l'adresse des élus municipaux et du public, dans les domaines du génie climatique, du numérique, de la fibre optique, de la téléphonie mobile, de la vidéo-protection/vidéo-surveillance et de la poursuite de la normalisation des adresses postales sur le fichier unique et ce, pour une durée de deux années maximum depuis le 1^{er} juin 2025,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- décide d'autoriser Monsieur le Président à recruter un vacataire pour une nouvelle durée maximale de deux années ;
- de fixer la rémunération de chaque vacation comme suit : sur la base d'un forfait brut de 43.75 € pour une demi-journée ;
- inscrit les crédits nécessaires au budget principal ;
- donne tout pouvoir à Monsieur le Président pour signer les documents et actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur le Président remercie Jean-Claude JEGOUDEZ pour son action aux côtés de la Communauté de communes Bassée-Montois pour tous ces sujets techniques.

2.10 Délibération n° D-2025-6-10

Avis de la Communauté de communes Bassée-Montois sur les périmètres Délimités des Abords (PDA) des communes de Bray-sur-Seine, Donnemarie-Dontilly, Egligny et Montigny-Lencoup

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code du Patrimoine,

Vu le courrier du Président de la Communauté de communes Bassée Montois, en date du 13 octobre 2020, sollicitant Monsieur le Préfet pour la création de PDA sur le territoire, concomitamment à l'élaboration du PLUi-H Bassée Montois,

Vu le courrier de Monsieur le Préfet, en date du 07 mai 2021, saisissant l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de Seine et Marne pour la création de PDA sur le territoire de la Communauté de communes Bassée Montois,

Vu les rapports de présentation des PDA concernant les monuments historiques suivants :

- L'église Saint-Martin-Saint-Félicien implantée dans la commune d'Egligny,
- L'église Sainte-Geneviève implantée sur la commune de Montigny-Lencoup,
- L'église Sainte-Croix, la Halle, l'Hôtel de Munille, la Maison à pans de bois, la Maison d'époque Renaissance ainsi que le Site Patrimonial Remarquable implantés de Bray-sur-Seine,
- Les églises Saint-Pierre-et-Saint-Paul et Notre-Dame-de-la-Nativité et son cloître, ainsi que le four à chaux implantés sur la commune Donnemarie-Dontilly,

Vu les délibérations des communes de Bray-sur-Seine, Donnemarie-Dontilly, Egligny et Montigny-Lencoup donnant un avis favorable au PDA proposé sur leur territoire communal,

Vu la délibération n° D-2024-5-1 du 11 juillet 2025 par laquelle le Conseil communautaire donne un avis favorable sur les Périmètres Délimités des Abords (PDA) proposés dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi-H Bassée-Montois,

Vu l'arrêté du Président n° 2024-02 ADM portant organisation de l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Habitat (PLUi-H) ainsi que sur les PDA proposés par les services de l'Etat et validés concomitamment à l'arrêt du projet de PLUi-H,

Vu l'enquête publique tenue du 2 décembre 2024 au 10 janvier 2025 inclus,

Vu les observations du public,

Vu le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 15 mars 2025 transmis à l'issue de l'enquête publique précitée,

Vu le courrier du Préfet de Seine-et-Marne en date du 24 novembre 2025 sollicitant l'accord de la Communauté de communes Bassée-Montois sur les quatre projets de PDA, conformément à l'article R. 621-93 alinéa IV du Code du patrimoine,

Vu l'avis favorable du bureau communautaire en date du 9 décembre 2025,

Considérant que la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 a créé une alternative aux actuels rayons de protection de 500 mètres : les Périmètres Délimités des Abords (PDA) ; que ces derniers ont été insérés dans le Code du Patrimoine dans le but d'adapter les servitudes de protection aux enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain. Ils contribuent à une meilleure protection des monuments historiques concernés et des espaces qui participent à leur environnement que les rayons de protection de 500 mètres, souvent sujets à interprétation, notamment du fait du critère de co-visibilité difficile à appréhender.

Considérant que, dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi-H Bassée-Montois, les PDA des communes de Bray-sur-Seine, Donnemarie-Dontilly, Egligny et Montigny-Lencoup ont reçu l'avis favorable unanime du Conseil communautaire ainsi que des conseils municipaux concernés ; qu'ils ont été soumis à enquête publique concomitamment à l'élaboration du PLUi-H Bassée-Montois ;

Considérant qu'à l'occasion de l'enquête publique, aucune observation n'a été formulée par le public et la commission d'enquête contre l'élaboration de ces PDA ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- Donne son accord et approuve les projets de Périmètres Délimités des Abords pour les communes de Bray-sur-Seine, Donnemarie-Dontilly, Egligny et Montigny-Lencoup,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à cette mise en place.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur le Président rappelle que de manière générale c'est la règle des 500 mètres autour de l'Eglise qui s'applique. Dans le cadre de ce qui est présenté ici pour les 4 communes concernées c'est un schéma par rapport à la vue qui s'applique : de la construction par rapport à l'édifice et de l'édifice par rapport à la construction. Cette procédure est à l'initiative de l'architecte des bâtiments de France et a été couplée à la procédure du PLUi-H car elle nécessite une enquête publique. En fin de procédure, l'avis de la Communauté de communes est sollicité par le Préfet. Les communes

concernées ont, de leur côté, déjà rendues un avis favorable. Pour les autres communes qui ne sont pas concernées par ce périmètre PDA, c'est la règle des 500 mètres qui demeure applicable.

2.11 Délibération n° D-2025-6-11

PCAET – Approbation du Programme annuel pour l'année 2026

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire n°6-04-03-19 du 28 mars 2019 portant engagement de la Communauté de communes Bassée Montois dans l'élaboration et la réalisation du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) par une déclaration d'intention et validant les modalités de concertation préalable du public ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire n° D-2022-3-1 du 31 mai 2022 portant arrêt du projet de Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire n° D-2023-3-2 du 25 mai 2023 portant approbation du PCAET de la Communauté de Communes Bassée-Montois ;
Vu les groupes de travail du PCAET, réunis du 26 mai au 17 juin 2025, remontant nombres de besoins et de perspectives pour l'année 2026 suite aux échanges avec les instances présentes ;
Vu le Comité de Pilotage (COFIL) du PCAET, en date du 8 décembre 2025, ayant validé les mesures du programme annuel pour l'année 2026 ;
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 9 décembre 2025 ;

Considérant que le programme d'actions du PCAET s'articule autour de six grands axes d'actions thématiques comme suit :

Axe 1 : Un habitat éco-rénové
Axe 2 : Une agro-vallée durable
Axe 3 : Des espaces et ressources naturelles préservés et valorisés (forêts, eau)
Axe 4 : Un territoire accessible et une mobilité plus propre
Axe 5 : Une économie locale durable, un éco-tourisme et moins de déchets
Axe 6 : Un développement des énergies renouvelables ;

Considérant que les enjeux liés à la transition écologique et à la lutte du réchauffement climatique que porte le PCAET impliquent l'ensemble des acteurs dont la Communauté de Communes, ses instances, son territoire et ses habitants ;

Considérant les instances de gouvernance et de suivi mises en place dans le cadre du PCAET et réunies à différentes étapes ci-dessus ;

Considérant les nombreux échanges informels entre les différents acteurs qui ont permis la construction progressive des mesures à proposer pour l'année 2026 et les années suivantes pour répondre aux besoins énoncés lors des groupes de travail ;

Considérant qu'il résulte des travaux de ces différentes instances de gouvernance un programme annuel de mesures pour l'année 2026 lequel est soumis au Conseil Communautaire ;

Aussi, le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- Décide d'approuver le programme annuel de mesures du PCAET pour l'année 2026 ;
- Donne tout pouvoir à Monsieur le Président ou son représentant pour faire application de la présente délibération et à signer tout document rendu nécessaire.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur le Président donne la parole à Madame Nadine VILLIERS, Vice-Présidente, pour la présentation, via un support projeté, du programme 2026 qui comprend 55 actions autour des 6 grandes thématiques du PCAET :

- Habitat et urbanisme (14 mesures)
 - Agriculture (6 mesures)
 - Ressources naturelles (14 mesures)
 - Mobilités (10 mesures)
 - Economie locale (5 mesures)
 - Energies renouvelables (5 mesures)
- + une action communication (1 mesure)

Elle rappelle la démarche de concertation autour de la feuille de route de ce programme 2026, à travers la réunion de groupes de travail (en mai-juin 2025) en lien avec les élus référents et référents communaux PCAET, comité technique et comité de pilotage. Cette feuille de route sera présentée aux référents PCAET le 15 janvier 2026.

Il est répondu au fur et à mesure aux questions des élus sur les différentes thématiques.

Fabrice GENON demande que pour le tracé d'Hermé, la Région et Ile-de-France Mobilité, soient sollicité directement pour faire avancer ce sujet sur lequel les 2 Communauté de communes sont d'accord. Nadine VILLIERS indique qu'un courrier a déjà été adressé à Ile-de-France Mobilité sur ce sujet il y a quelques mois, sans réponse à ce jour.

Les élus interpellent sur le courrier reçu récemment du SDESM par les communes s'agissant des bornes de recharges électriques, notamment celles qui ne sont pas rentables et où maintenant les communes sont appelées à contribution.

Xavier LAMOTTE donne des détails sur les ateliers tenus dernièrement dans le cadre de l'étude de stratégie touristique.

Remerciements à Loïc pour la qualité du travail et les documents produits.

2.12 Délibération n° D-2025-6-12

Rapport Social Unique (RSU) 2024

Vu le Code Général de la Fonction Publique,
Vu le rapport social unique de l'année 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 16 décembre 2025 ;
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 9 décembre 2025 ;

Le Bilan Social constitue une obligation légale, initiée par un ensemble de textes (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, décret 1997 etc...). Tous les deux ans, chaque collectivité devait présenter auprès de son Comité Technique (CT) un rapport sur l'état de la collectivité, plus communément appelé le « bilan social ».

L'article 5 de la loi n° 2019-828 du 06 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique a modifié les dispositions encadrant le bilan social. Dorénavant, les administrations mentionnées à l'article 2 de la loi n° 83-634 modifiée doivent élaborer

chaque année un rapport social unique (RSU) rassemblant les éléments et données à partir desquels sont établies les lignes directrices de gestion, déterminant la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines dans chaque administration, collectivité territoriale et établissement public.

Le RSU est établi autour de 10 thématiques (l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, les rémunérations, le dialogue social, la formation, la GPEEC...). A l'instar du bilan social, le RSU permet d'apprécier la caractéristique des emplois et la situation des agents. Il permet également de comparer la situation des hommes et des femmes, et de suivre l'évolution de cette situation. Enfin, le RSU permet d'apprécier la mise en œuvre de mesures relatives à la diversité, à la lutte contre les discriminations, et à l'insertion professionnelle, notamment en ce qui concerne les personnes en situation de handicap.

Dès le RSU 2021, le Centre de Gestion de Seine-et-Marne a mis à disposition de la collectivité un outil en ligne, qui permet notamment un pré-remplissage optimisé. Grâce à l'outil en ligne, les données du RSU sont valorisées au travers d'un rapport au format pdf, qui reprend les principaux indicateurs du RSU (effectifs, caractéristiques des agents sur emploi permanent, pyramide des âges, temps de travail, mouvements et promotions, budget et rémunérations, formation, action sociale et protection sociale complémentaire, conditions de travail, handicap, relations sociales, absentéisme ...).

Conformément à l'article 33-3 de la loi n°84-53 modifiée : « Le rapport social unique prévu à l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée est présenté à l'assemblée délibérante, après avis du comité social territorial ».

Le point est présenté au Comité Social Territorial du 16 décembre 2025.

Le Conseil communautaire, **à l'unanimité** :

- Prend acte de la présentation du Rapport Social Unique 2024.

Pour : 46 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur le Président donne la parole à Virginie CLAUDÉ-MORIZE, DGS, pour la présentation synthétique du RSU à l'assemblée.

Petite rappel à l'assemblée de l'obligation faite aux communes de la participation employeur au titre de la santé à compter du 1^{er} janvier 2026.

3- QUESTIONS/INFORMATIONS DIVERSES

➤ Prochain communautaire au 19 janvier 2026

Monsieur le Président indique que le budget de la Communauté de communes sera porté au vote avant les élections municipales ce qui nécessitera la tenue de 2 conseils communautaires en février 2026 (ROB et vote budget). Monsieur le Président demande à l'assemblée de le prendre en compte en termes de disponibilité.

➤ Projet Newcleo à Marnay-sur-Seine (Aube)

Xavier LAMOTTE, Vice-Président, rend compte d'une réunion de présentation de ce projet qui consistera en une usine de fabrication qui va récupérer l'uranium et

plutonium usagés des centrales nucléaires pour faire un nouveau combustible qui va s'appeler le « mox » et qui sera réutilisé dans des petits réacteurs nucléaires. Il y en aura un en France (près de Chinon) et 40 en Europe. Donc l'usine va récupérer tous ces « combustibles usagés » et fabriquer un nouveau combustible « retraité ».

Les travaux de l'usine commenceront en 2028 pour viser une opérationnalité en 2033. A la clé, il y aurait 700 emplois dans l'usine en fonctionnement. Sur la phase chantier, ça peut monter jusqu'à 1 500 emplois. Et il parle de faire trois lignes de fabrication du combustible. Donc ça pourrait monter quand même à 1 700 emplois quand l'usine sera complètement créée.

Il y aura un débat public qui sera organisé par l'Etat dès avril 2026. Nous serons tenus informés de ce débat le moment venu.

➤ **Point fibre**

Monsieur le Président laisse la parole en le remerciant à Jean-Claude JEGOUDEZ pour ce point.

Il rend compte d'une réunion tenue en décembre avec le nouveau directeur délégué de XP Fibre. Il indique que sur toute la Seine-et-Marne, il y aura quatre communes sélectionnées pour une expérimentation, dont deux pour le Bassée-Montois (Sognolles et Meigneux).

Pourquoi ces 2 communes ? elles sont motivées et elles ont plus de 80% de raccordement d'abonnés (condition indispensable). L'expérimentation, pour les 20% restant, va consister à raccorder gratuitement avec le test de continuité tous les administrés qui ne sont pas abonnés, néanmoins éligibles. Ces raccordements ne vont plus être effectués par les fournisseurs d'accès traditionnels qui, comme nous le savons, sous-traitent aux opérateurs commerciaux d'où les problèmes. Donc cette expérimentation (appelée OI pré-raccordement, OI comme opérateur d'infrastructure) va permettre de comparer le nouveau système avec l'ancien. Pour cela, il faudra recueillir l'accord des administrés. On s'appuiera directement sur les communes qui iront voir directement les administrés, expliquer l'opération pour que ce soit concluant au maximum.

Première étape au mois de janvier 2026 pour les rendez-vous et les raccordements de la première commune qui serait Sognolles et Meigneux en mars 2026. Donc, une expérimentation très intéressante pour notre territoire et les administrés concernés. Et si cette expérimentation est concluante, ça sera généralisé. L'avantage de ce dispositif est d'être plus en direct et avoir des réponses immédiates quand on rencontre un problème, avec un nouveau directeur qui prend les choses en main.

Ensuite, Jean-Claude JEGOUDEZ évoque la géothermie de surface en indiquant qu'il va y avoir des mesures exceptionnelles pour 2026 pour accompagner les collectivités au montage des dossiers très complexes en la matière. Donc, dans ce qui est proposé par la Région, c'est de faire le montage du dossier par une structure qui prendrait tout en charge de l'étude jusqu'à l'élaboration de tous les documents pour qu'ils soient corrects pour les instructions car c'est très technique et complexe. Un accompagnement est nécessaire. Cette prestation serait 100% pris en charge par l'Etat.

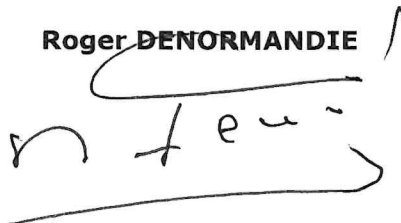
La séance est close à 19H30.

4- CLOTURE DU PROCES-VERBAL

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le 22/12/2025 à 09h00, a été, après lecture, signé par le Président et la secrétaire.

Le Président

Roger DENORMANDIE



La secrétaire de séance

Laurence GUERINOT

